

Promouvoir Communion et Libération en France ?

Imaginons que le responsable d'une communauté ou d'un mouvement ecclésial français bien implanté, peu importe lequel, décide de s'adresser au Pape François par un courrier remis au nonce apostolique : c'est chose possible. Ce qui l'est moins serait que son propos soit de critiquer le primat des Gaules, le cardinal BARBARIN. Imaginons que ces doléances soient développées avec les termes choisis, bien entendu, avec les circonvolutions d'usage, dans de longs paragraphes relatifs aux questions religieuses ; imaginons également qu'elles concerneraient un certain glissement politique du cardinal qui serait sujet à critique, et qu'elles aboutiraient en conclusion à la nécessité de remplacer l'actuel titulaire de l'archevêché de Lyon par un autre prélat nommément désigné que le Mouvement jugerait mieux apte à remplir la tâche que l'actuel titulaire. On se fait aisément une idée du tollé que susciterait une telle démarche.

C'est pourtant la façon dont a procédé Julian CARRON l'actuel leader de Communion et Libération dans une lettre concernant le diocèse de Milan adressée à Benoît XVI lui demandant de remplacer le cardinal TETTAMANZI par le cardinal Angelo SCOLA. Il a fallu l'affaire Vatileaks pour que le contenu de cette lettre soit publié par Gianluigi NUZZI dans son livre « Sa Sainteté ». Les italiens, habitués à ces pratiques, blasés en quelque sorte, ne s'en sont pas émus outre mesure.. Mais le fait est indiscutable.

Maintenant, Communion et Libération (CL) a décidé de franchir les Alpes et d'employer des moyens lourds pour investir le catholicisme français et francophone par la chaîne de télévision KTO. On peut s'attendre dans le futur à quelque initiative interventionniste de ce type, favorisée par la méconnaissance de nos évêques face à ce lobby, s'ils n'ont pas le courage de lui opposer la seule attitude qui convient en lui intimant clairement un « De quoi j'me mêle ? » retentissant, capable de retentir en écho jusque dans les plaines lombardes.

Car C et L s'apprête à tresser une couronne d'épines à nos bien-pensants hexagonaux. Cela mérite qu'on s'y arrête quelques instants.

Première épine : l'autoréférentialité.

On sait déjà ce qu'il advient quand une paroisse est confiée à une « Communauté ». Comme si une Communauté pouvait à elle seule avec ses forces et ses faiblesses, constituer le corps mystique complet d'une Paroisse qui est par nature un rassemblement de diversités. L'Église, ecclésià, c'est d'abord une assemblée, une réunion de personnes. C'est pourquoi une paroisse est confiée à un curé et non à un mouvement, à un homme qui se doit d'être à l'écoute, un pasteur, un rassembleur.

Ce n'est pas pour rien que de ce côté-là des Alpes *Communion e Liberazione* est identifiée comme « chiesa nella chiesa », une église dans l'Église, un mouvement autoréférent qui œuvre d'abord pour soi. Un analyste perspicace, Dario Zadra, y a déjà plusieurs années avait observé dans une publication universitaire interdisciplinaire consacrée aux fondamentalismes religieux que CL amène avec soi sa « propre autorité intrinsèque (*autorevolezza*) ».

Les observateurs l'ont en effet constaté : quand CL débarque quelque part, il amène ses propres prêtres formatés spécialement dans la Fraternité St Charles Borromée. Il amène ses propres méthodes dont il sera fait mention plus loin. Il amène aussi sa propre discipline, sa règle d'obéissance définie par le fondateur Don Giussani. Don Giussani a été clair à ce sujet qui ne souffre pas de discussions à ses yeux : « La Diaconie centrale est responsable pour tous les groupes devant l'Église, par conséquent nous demandons qu'on lui obéisse de façon définitive. J'insiste sur le mot obéissance *définitive*. ».

Mais d'où tire-t-il un tel aplomb, un tel culot ? Citons toujours le même Don Giussani responsable de cette diaconie centrale : « L'obéissance à Dieu est donnée par l'obéissance à celui qu'il a placé comme responsable pour votre vie. Il m'a placé, Il m'a appelé, comme responsable pour votre vie – je répète – avec tous mes défauts, avec toutes les faiblesses que je peux avoir ; mais c'est Sa force, Sa force qui vous sauve. »

Il faut donc obéir au responsable de la Fraternité de CL puisque c'est Dieu qui l'a appelé, qui l'a placé là puisqu'il est le responsable de votre vie. Il est le médiateur incontournable. Les conséquences de cette infatuation sont tout de suite perceptibles par exemple au niveau de la communication interne et externe. Bien qu'il diffuse, en référence à la doctrine sociale chrétienne sur le principe de subsidiarité, un journal intitulé « *ilsussidiario.net* », le mouvement maintient jalousement son centralisme.

La voilà donc, cette première épine : comment un mouvement qui risque de créer de nouvelles exclusions dans les paroisses, dans les milieux sociaux, parce qu'il trouve en lui-même et dans les écrits de son fondateur sa propre justification peut-il représenter une Eglise qui se doit justement d'élargir les parvis et d'accueillir les exclus ?

Deuxième épine : la chrétienté contre la laïcité

Mais oui ! Il faut bien en parler. Nous vivons dans un pays où l'État définit la laïcité comme une valeur suprême de gouvernement, bien que ce ne soit qu'une norme pratique de conduite et de savoir vivre collectif. Tour à tour hostile ou bienveillant vis à des religions il a su trouver avec elles un compromis de cohabitation et, de leur côté, les responsables des divers cultes s'efforcent d'entretenir avec l'État, via le Ministère de l'Intérieur, une relation apaisée.

Par contre si C et L gagnait en influence, nous assisterions à une offensive « chrétienne » pour « irriguer » l'appareil étatique. En effet le projet giussanien, tel qu'il est déjà mis en pratique en Italie du nord, est, pour christianiser le monde, de prendre le contrôle des différents corps sociaux

dans les domaines aussi divers que la santé, l'éducation, la culture, la finance et, bien entendu, la politique. Ce projet a pu prendre consistance il y a 60 ans sur les décombres de la Démocratie Chrétienne italienne et dans le désarroi consécutif aux exactions des Brigades Rouges. La voie était donc libre. Elle l'était un peu également aux Etats-Unis dans la mesure où ce pays est une démocratie théocratique. Mais vouloir appliquer en France un tel projet, c'est pure aberration.

Sans s'écrier nécessairement avec Emmanuel Mounier « Feu la chrétienté », nous ne pouvons que constater avec Jean Delumeau que « nous vivons dans une société laïcisée qui a pris en charge des fonctions longtemps remplies par les Églises ». Vouloir reprendre au profit de l'Église ces fonctions c'est s'exposer au dévoiement le plus pitoyable. On l'a bien vu quand CL s'est fait le compagnon de route d'un berlusconisme décadent dont toute l'Italie attendait impatiemment la chute. On le constate toujours puisque CL exerce son monopole sur le secteur de la Santé en Italie du Nord et truste différents secteurs culturels.

La tentative d'imposer une charia giussanienne à la société italienne a bien avorté en la circonstance. Tout un chacun sait désormais qu'elle est inapplicable. Est-ce le moment de l'importer en France et de venir fragiliser le subtil équilibre qui y régit les rapports de l'Église catholique avec l'État laïque ainsi que les rapports entre elles des différentes religions.

En effet est-il vraiment utile de déterrer de vieilles affaires comme celle de l'enlèvement par la C.I.A. de l'imam milanais Abou Omar le 17 février 2003, sinistre événement dans lequel aurait trempé d'un peu trop près tel journaliste proche de Don Giussani ? Nous croyons savoir que nos évêques sont attachés au dialogue islamo-chrétien. Si c'est bien le cas il leur faut prendre garde : l'épine est de taille.

Troisième épine : le communautarisme scholastique

Il s'agit de parler maintenant de formation. La troisième épine que risque d'amener C et L concerne la foule nombreuse des catéchistes, des laïcs, des diacres, des éducateurs et des religieux engagés dans la catéchèse des enfants, des adultes, l'accompagnement des catéchumènes jusqu'au baptême. Ils ont, au cours des dernières décennies, renouvelé les méthodes, mis en place des parcours de formation ou d'approfondissement de la foi, développé des cursus (Centre Sèvres, Facs Cathos,...), et démontré un dévouement exemplaire malgré la moindre fréquentation des paroisses et les contraintes du calendrier scolaire. Pour toutes ces personnes l'arrivée de C et L dans le paysage ecclésial viendrait perturber l'organisation mise en place.

La fameuse méthode giussanienne consiste en effet, avant toutes choses, à instaurer des écoles de communauté dans lesquelles tout un chacun, quelle que soit son origine sociale ou sa tranche d'âge doit étudier de façon approfondie les écrits de Don Giussani. Parmi ces derniers signalons « *le risque éducatif* », ouvrage dont, le moins que l'on puisse en dire, est qu'il ne brille pas par ses qualités pédagogiques. Mais qu'importe ! L'école de communauté est une école de pensée unique, basée sur des techniques de répétition. Ne vous souciez pas si vous ne comprenez pas bien ce que vous lisez, vous dit Giussani, « il faut répéter ». Répéter ce que j'écris, bien entendu...

En France on a déjà expérimenté l'insuccès de l'École de Communauté dans le mouvement Points Cœur qui s'en est largement inspiré sans que cela ait pu le garantir contre les dérives dont il est l'objet et qui ont provoqué une enquête canonique.

Cet échec de la méthode a été également vécu par une jeune italienne de 14 ans, Gentiana qui s'exprimait sur le blog de Beppe Servergnini dans CORRIERE DELLE SERRA : *Je me suis laissé « séduire par leur discours inintelligible, ils ont dit "il est normal de ne pas comprendre à la « toute première réunion ».*

Et quand a-t-elle quitté l'École de Communauté ? Elle nous le dit :

« quando ho imparato a pensare con la mia testa »

« Quand j'ai commencé à penser avec ma tête »

Quatrième épine : la règle des quatre « conf »

Un autre point positif à mettre à l'actif de l'Église de France est le souci manifeste d'une plus grande transparence que par le passé sur l'utilisation du Denier de l'Église, des fonds destinés aux Chantiers du Cardinal, et des collectes organisées en vue de projets bien définis, même si certains mouvements, y compris des ONG, continuent à entretenir un secret qui n'est plus de mise sur la destination de leurs ressources ou la valeur de leur patrimoine.

De nos jours, dans pratiquement toutes les églises, un rapport annuel est établi par un laïc, membre du Conseil Économique qui fait état devant l'assemblée dominicale du bilan financier et des comptes de charges et produits. Le fait que ce membre soit l'élu d'un Conseil désigné par les paroissiens, revêt également de l'importance. Avec CL on retournerait à une situation qui a prévalu jadis et se caractérise par le maintien de l'opacité comme règle de gouvernement : opacité d'une gouvernance cooptée au niveau de la Diaconie Centrale, sorte de soviet du mouvement,

opacité des finances, centralisation des décisions et de l'information, confusion des finances du mouvement avec des intérêts financiers privés, captation des revenus de personnes vivant en Communauté dans des maisons, circuits financiers parallèles dans des associations culturelles, opérations immobilières discutables. La liste est longue car il faudrait dresser le bilan de la *Compania delle Opere*, (pudiquement « Compagnie des Œuvres ») bras financier du mouvement dont la puissance d'intervention est considérable. Elle est assimilée à juste titre à une Confindustria-bis.

Les résultats de cet état de fait sont bien connus en Italie où le mouvement et certains de ses membres enfilent les « affaires » aussi aisément que d'autres égrènent un chapelet. Ce n'est pas le lieu de les citer toutes ici. Respectons la présomption d'innocence quand c'est possible. Notons simplement que si certaines techniques de rétrocommissions pratiquées, notamment sur des marchés publics, devenaient une pratique en France, même occasionnelle, outre le risque de scandale, ce serait surtout le caractère malhonnête du procédé qui devrait empêcher d'agir de la sorte. Ce n'est certes pas le fait du hasard si le mouvement a été surnommé « Communion et facturation ». Tout cela parce que Don Giussani s'imaginait christianiser le monde des affaires : il a voulu faire l'ange ; ils ont fait la bête. Nos responsables ecclésiastiques doivent peser ce risque avant de favoriser l'arrivée en France des affairistes de CL. D'où le principe de précaution formulé par des personnes averties et qui s'exprime par la règle des « quatre conf » : *Confondre et Confiner la Confindustria Confessionnelle* ».

En résumé la meilleure façon d'extirper ces quatre épines, c'est tout simplement d'y prendre garde.

Le pape François dans la Joie de l'Évangile nous met en garde contre « *la mondanité spirituelle dissimulée sous des pratiques religieuses, avec des réunions infécondes ou des discours vides* ».

Des discours vides il y en a beaucoup chez Communion et Libération, les discours de Don Giusanni sur *l'existentialité de la conscience d'appartenance* (sic), relayés par la phraséologie de Julian Carron sur *l'autoconscience, une expérience vécue* (re-sic) : « toute la consistance du moi est son autoconscience » écrit-il.

Clovis GONFALON